

Mentions légales

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, les présentes mentions légales.

Article 1 – L'éditeur

L'édition du Site est assurée par ALHaiz Breizh SARL au capital de 15000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lannion sous le numéro 123 456 789 01234 dont le siège social est situé au 1 rue Edouard Branly, Lannion.

Numéro de téléphone 02 98 67 89 76

Adresse e-mail : alhaizbreizh.contact@alhaizbreizh.com

N° de TVA intracommunautaire : FR 34 123456789

Article 2 – L'hébergeur

L'hébergeur du Site est la société Bigpapoo, dont le siège social est situé au Lannion, avec le numéro de téléphone : 02 98 23 34 45 et l'adresse e-mail : bigpapoo@gmail.com.

Article 3 – Droits d'auteur

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays. L'auteur ou l'éditeur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce site web. Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Article 4 – Données à caractère personnel

Le Site assure à l'Utilisateur une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. En vertu de la loi Informatique et Libertés, en date du 6 janvier 1978, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'Utilisateur exerce ce droit via son espace personnel ou en contactant l'éditeur.

Article 5 - Sécurité informatique

Toute intrusion frauduleuse, dans tout ou partie du système de traitement automatisé de données sera puni de trois ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende.